

accapareraient volontiers, il y a de nombreux autres sujets de conflit, d'où la nécessité pour le pays d'être prêt. A une autre occasion le député de Lambton avait qualifié les fortifications projetées d'ouvrages uniquement destinés à favoriser la retraite des troupes britanniques. Il (M. Cartwright) s'inscrit en faux contre une telle déclaration. C'est une interprétation aucunement justifiée des rapports présentés par les officiers anglais du génie. Le député de Lambton a ensuite déclaré qu'un shilling de taxe pour le contribuable canadien équivaut à huit shillings sterling pour le contribuable britannique, ce qui est une déclaration absurde.

**M. Mackenzie** explique que l'honorable préopinant a mal interprété ses paroles. Ce qu'il (M. Mackenzie) a dit c'est qu'ici la fortune moyenne est d'environ \$200 par habitant alors qu'elle est de \$1,200 en Angleterre. Par conséquent, lorsque la population du Dominion dépense 25 cents, cela équivaut pour le peuple anglais à \$1.50.

**M. Cartwright** dit qu'à tout événement cette déclaration est fautive. Si l'honorable député de Lambton se donnait la peine de se renseigner, il constaterait que la population du Dominion paie effectivement quinze shillings par habitant, comparativement à cinquante shillings par contribuable britannique. Pour déterminer le montant des impôts perçus et celui que la population peut supporter, il faut considérer le revenu moyen des contribuables des deux pays.

La séance est levée à 6 heures.

#### Reprise de la séance

**M. Cartwright** reprend la parole. Les adversaires de cette mesure font grand état du succès remporté aux États-Unis par les armées et les fortifications improvisées, mais c'est s'abuser que de prétendre que ces armées-là furent improvisées. En réalité, il s'est écoulé quatre ans entre les premiers appels sous les drapeaux et le moment où les effectifs militaires devinrent suffisants, et malgré l'immense somme d'énergie, de temps, de talent et de ressources qu'ils y consacrèrent les États-Unis ne réussirent pas à mettre sur pied une armée bien organisée. On pourrait en dire autant des fortifications. Les députés siégeant de l'autre côté de la Chambre ont beau soutenir le contraire, la façon dont les gouvernements canadiens ont jusqu'ici traité la défense

[M. Cartwright.]

du pays a été hautement préjudiciable à nos intérêts. Il connaît un petit comté dont quelques capitalistes ont retiré non moins d'un quart de million de dollars parce que le gouvernement de 1862 n'a pas su conserver leur confiance en prenant les dispositions qui s'imposaient en matière de défense. Devant les exigences de la situation, il estime que les projets actuels des autorités impériales sont tout à fait raisonnables et que le Dominion a tout intérêt à y accéder. Si cette mesure est adoptée, comme il l'espère, il faudra insister auprès des autorités impériales pour qu'elles adoptent une attitude non équivoque quant à la défense de cette partie de l'empire et qu'elles précisent en quoi consistera leur contribution en troupes et en matériel. Il ne s'agit pas de faire la cour aux autorités impériales, car si le Dominion est consentant à participer à la défense de cette importante partie de l'empire, les autorités impériales, en retour, devraient spécifier ce qu'elles ont l'intention de faire en matière de défense.

**M. Masson (Terrebonne)** est pleinement d'accord avec la dernière partie du discours de l'honorable préopinant. Le temps est venu de parler sur ce ton aux autorités impériales. Il existe, à n'en pas douter, un malentendu à ce sujet entre le gouvernement du Dominion et le gouvernement impérial, malentendu qu'il importe de dissiper au plus tôt surtout si l'on considère que M. Gladstone, probablement le prochain premier ministre de l'Angleterre, pourrait réussir bientôt à imposer sa façon de penser. En ce qui concerne les fortifications, il est clair que tout ce que le Colonel Jarvis demande pour l'Ouest est que les villes de Kingston et d'Hamilton soient fortifiées. S'il doit y avoir des fortifications dans l'Ouest, pourquoi demander plus que ce qui est recommandé? Il (M. Masson) veut savoir du gouvernement où ces fortifications de l'Ouest seront édifiées. On pourrait lui répondre qu'en tant que soutien du gouvernement, il devrait lui faire confiance sur l'emplacement des fortifications. Cette réponse n'est pas suffisante. Le gouvernement doit répondre clairement, comme on le fait en Angleterre, et fournir des renseignements exacts sur l'emplacement des fortifications. En Angleterre, où le gouvernement tient les cordons de la bourse, le parlement a exigé des précisions